



SCHWEIZERISCHE BOTSCHAFT IN DER UKRAINE
 AMBASSADE DE SUISSE EN UKRAINE
 EMBASSY OF SWITZERLAND IN UKRAINE

Kiew, le 26 novembre 1992

Ref: BY/RLE

- DFAE
- Div. pol. I
- Sec. pol
- Service éco. et fin.
- Aide aux PECO
- DDIP
- DOI
- DFEP, BAWI
- Interessengemeinschaft
Schweiz - GUS
- M. A. Kamer,
Ambassadeur, Nairobi

Moldavie: un Etat en panne, à demi francophone, qui admire la Suisse

Tout ce qu'on sait sur la situation économique et politique en Ukraine et en Russie est vrai également en Moldavie: immeubles délabrés, chute de la production depuis 1990, inflation, ancienne nomenclatura communiste au pouvoir, parlement inefficace, corruption, etc. Mais Kichinau se singularise par son aspect légèrement méditerranéen (on ne voit que des hommes dans la rue, terrasses de café animées, visages assez expressifs) et surtout par l'usage répandu du français, première langue étrangère (après le roumain et le russe).

La Suisse jouit d'un grand prestige en Moldavie. Les deux pays sont à peu près de même taille (Moldavie: 4,5 millions d'habitants, 129 hab/km², 34.000 km², dont 29.000 km² de surface arable). En conséquence nous sommes le modèle politique et économique absolu. Notre qualité de francophones aidant, nous pourrions peut-être tirer profit de nos avantages comparatifs et occuper ce petit marché, culturellement et économiquement, avant les autres.

1. Séjour et hôtel (presque entre Suisses)

Je me suis rendue du 17 au 19 novembre 1992 à Kichinau. Air Ukraine relie Kiev à Kichinau par deux vols quotidiens (à hélices), pour peu qu'il y ait du carburant. Air Moldova va sur Frankfort une fois par semaine. Le seul hôtel de catégorie **** est l'hôtel Seabeco, appartement à un entrepreneur lituano-canadien habitant à Zurich, M. Boris Birshtein, proche du président Snegur. La "Weltwoche" a publié récemment un article sur les activités économiques peu recommandables de cette



- 2 -

personne, entre autres trafic vers l'ouest de devises du PC des dirigeants du Kirguistan et de la Moldavie. Il se trouve que M. Birshtein était à l'hôtel pour un jour en même temps que moi. Cet homme passe difficilement inaperçu: gardes du corps, walkie-talkies, allées et venues incessantes de visiteurs locaux de "haut rang", téléphones de ministres et de parlementaires, diamant à l'annulaire, ongles manucurés. M. Birshtein a souhaité me voir et j'ai discuté 10 minutes avec lui, sans apprendre quoi que ce soit d'intéressant.

L'hôtel Seabeco est une "joint venture" avec le gouvernement moldave, dans les locaux d'un ancien hôtel du PC. Il abrite un certain nombre de diplomates en poste à Kichinau, qui cherchent des appartements, ainsi que le délégué du CICR. Les diplomates (dont moi-même) jouissent du statut de "résidents" et paient leur chambre 1.000 roubles la nuit, soit 2 \$. Le CICR, en revanche, actif en Transnistrie depuis plusieurs mois, est taxé à 100 \$ la nuit, ce qui se passe de commentaire. Nous descendrions tous volontiers dans un autre hôtel même moins bon, mais c'est le seul, apparemment, qui a de l'eau chaude et un restaurant qui fonctionne.

2. MAE

J'ai remis le 18 novembre mes lettres de cabinet au ministre des Affaires étrangères, M. Nicolae Anton TSIU, ancien premier secrétaire du PC de Kichinau. Il y a actuellement dans la capitale 8 ambassades étrangères: Etats-Unis, Russie, Chine, Allemagne, Turquie, Bulgarie, Roumanie, Hongrie. La France ouvrira une ambassade en 1993. Les relations diplomatiques avec les autres pays s'opèrent par la plupart de Bucarest, quelque fois de Moscou. La Suisse est le seul pays basé à Kiev. Ce choix enchante Kiev, et semble convenir à Kichinau: selon les responsables locaux, Kiev et Bucarest vont aussi bien l'une que l'autre, la distance de Kichinau étant la même (env. 500 km) et les possibilités de communications aussi. Toutefois, Bucarest devient le centre d'attraction culturelle pour la Moldavie. A long terme, si la situation politique continue de le permettre, nous aurions un avantage pratique, à cause de l'usage du roumain, à charger notre ambassade à Bucarest des affaires moldaves. En ce qui nous concerne, nous correspondons en français avec l'administration moldave, sans traduction, et cela fonctionne convenablement car chaque ministère contient des francophones tout heureux d'utiliser la langue de Ramuz.

- 3 -

M TSIOU m'a parlé de 4 sujets à suivre:

- 1) Il souhaite régler les problèmes consulaires entre les 2 pays. Peut-on supprimer les visas ? Au moins pour les diplomates?
2. Il souhaite conclure des accords commerciaux pour faciliter l'implantation de firmes suisses en Moldavie et les échanges commerciaux.
3. Il demande s'il serait opportun de régler par accord les bases de la coopération future entre la Suisse et la Moldavie.
4. Le système suisse de décentralisation du pouvoir et d'autonomie des cantons l'intéresse et il souhaite être documenté là-dessus (cf. problème de la Transnistrie).

3. Economie, finances, privatisation, coopération

J'ai vu également le 18 novembre une série d'autres responsables (liste en annexe).

L'impression que je retire est qu'immédiatement au-dessous la couche des ministres, généralement des anciens de la nomenclature communiste, se trouve une équipe pas très nombreuse de jeunes universitaires recrutés en vitesse depuis l'indépendance qui, avec des bouts de ficelle, essaient de doter l'Etat de structures et de lois. Ces gens seraient très intéressés à connaître notre système et à recevoir des ouvrages de référence sérieux en français, ainsi que toute documentation. Ils manquent apparemment de tout, sauf de bonne volonté, de courtoisie et de discipline.

M. Ivan BOTNARO, vice-ministre des AE, homme jeune, rapide et parlant clair, connaissant Genève pour avoir participé à une conférence sur le règlement pacifique des différends, met l'accent sur l'inefficacité du Parlement (élu en 1990), l'impossibilité de rattacher la Moldavie à la Roumanie (car 36 % de la population de Moldavie est formée de minorités diverses), l'existence d'une loi sur les investissements étrangers favorable. Il souligne nécessité de bâtir un nouveau système bancaire. La Suisse pourrait-elle aider à cette tâche? Il manque des spécialistes financiers. La Suisse pourrait-elle aider à en former? Les diplomates moldaves n'ont aucune formation professionnelle. Pourraient-ils faire un stage de formation à HEI à Genève?

Les économistes rencontrés signalent que la Moldavie exporte pour

- 4 -

234,000 \$ de fruits et d'oléagineux en Suisse. En Grande Bretagne, les vins moldaves se vendent bien. La Moldavie est semble-t-il forte dans la production de senteurs et essences (rose, lavande, menthe, etc.) Une loi sur la privatisation a été adoptée, les modalités d'exécution devraient être prêtes d'ici à deux mois (système de "bons"). Une nouvelle constitution est en chantier. Un besoin énorme en ouvrages de référence en économie (en français) est signalé à diverses reprises. La loi sur les investissements étrangers exonère de toute taxe les entrepreneurs pendant 6 ans si l'investissement étranger est d'au moins 30 %.

4. Transnistrie, CICR

Sans entrer dans les raisons, connues, de ce différend, je signalerai simplement que l'existence de ce conflit a des conséquences disproportionnées sur le développement économique et politique de l'ensemble du pays.

Economiquement, le conflit a pour conséquence l'interruption des flux de marchandises et, surtout, la décision des autorités de Transnistrie de couper les liens avec Kichinau prive la Moldavie de son bassin industriel et de ses ressources intérieures d'énergie.

Politiquement, il y aurait une sorte de collusion entre la nomenclatura ex-communiste au pouvoir à Kichinau (dans le fond hostile à l'évolution en direction d'une économie de marché) et le gouvernement rebelle de Tiraspol, ouvertement communiste. Les progressistes à Kichinau accusent ainsi le gouvernement de ne rien faire pour régler le conflit (par exemple de laisser les rebelles de Transnistrie prendre le pouvoir impunément) parce que tant que ce conflit existera, il sera impossible d'aller de l'avant à Kichinau pour l'adoption d'une nouvelle constitution ou d'organiser des élections législatives. Chacun sait qu'actuellement toute consultation populaire en Moldavie donnerait à la Transnistrie l'occasion de manifester ouvertement et massivement son désir de quitter la Modavie. La situation est ainsi complètement bloquée et certains, à Kichinau, n'en sont pas fâchés.

Le CICR est présent à Kichinau et à Tiraspol depuis plusieurs mois. Selon le représentant à Kiev, la situation est calme en Transnistrie et les conditions de vie sont celles d'avant la perestroïka: tout est communiste et on trouve des produits dans les magasins qui ont totalement disparu à Moscou, Kiev ou Kichinau.

- 5 -

5. Suite des opérations

La Suisse est en mesure d'exercer une influence certaine en Moldavie. Elle pourrait par exemple:

- Ne pas donner l'impression que l'on traite ce pays comme une demi-portion. Après tout, la Moldavie a une surface utile bien plus grande que celle de la Suisse ou de l'Autriche, et plus d'habitants que la Norvège ou l'Irlande.
- Conclure sans tarder des accords commerciaux.
- Envoyer des experts financiers pour aider la Moldavie à construire son système bancaire. Ne pourrait-on pas intéresser à cela les grandes banques privées suisses et le DFF?
- Offrir des ouvrages de référence en français (droit public et privé, économie, finances, droit administratif et constitutionnel).

En ce qui concerne l'Ambassade, j'estime que le chef de poste devrait se rendre sur place aussi souvent que possible - au moins une fois tous les deux mois - pour des entretiens suivis avec des personnes de toute sortes.

Anne Bauty .

Anne Bauty

Annexe:

26.11.92-BY/RLE

Personnes rencontrées le 18 novembre 1992 à Kichinau

** M. Nicolae Anton TSIU, ministre des Affaires étrangères	23 39 40 23 37 28
* M. Ivan BOTNARO, vice-ministre des Affaires étrangères	
** M. Nicolae MOCHOI, chef du Protocole	23 39 03
* Téléfax	23 23 62
** Mme Diana, TCHIOUREA "Swiss-desk"	23 74 68 23 33 88
* M. Victor GOUZOUN, protocole du Président	22 63 24
** M. Victor OGLINDA, protocole du Président	23 34 83
* M. Vlad SPINO, économiste, Département des relations économiques, MAE	23 41 43
Téléfax	23 23 02
** M. Eugène CARPOV, juriste, Direction du droit international public, MAE	23 22 62
** M. Viozel TSIBOTAROU, vice-directeur général * du Département de la privatisation du Parlement (Parti social-démocrate)	
M. Oleg KRASNOJON, vice-ministre des Finances (russe)	

Suisse

M. Erwin BOEHI, délégué régional du CICR	Hotel Seabeco
	23 28 96
* parle l'anglais	
** parle le français	



SCHWEIZERISCHE BOTSCHAFT IN DER UKRAINE
AMBASSADE DE SUISSE EN UKRAINE
EMBASSY OF SWITZERLAND IN UKRAINE

Kiev, le 26 novembre 1992

Ref: BY/RLE

302.0 Noz. D

D D I P

Moldavie et Urkaine

Vous trouvez en annexe mon rapport sur la Moldavie où je viens de passer deux jours.

Comme vous le verrez, il y a dans ce pays un énorme besoin en manuels de références, tant de droit public et privé que d'économie.

Tout est à faire, sur le plan des lois, et la Suisse passe pour modèle absolu. Plusieurs interlocuteurs de divers ministères (MAE, finances, privatisation) en train de travailler sur des lois ou autres projets, m'ont expressément dit que nous leur rendrions un grand service en leur envoyant des ouvrages de référence en français.

J'ai constaté le même besoin à Kiev.

Si vous pouviez me faire parvenir des ouvrages de droit international public, de droit constitutionnel suisse, de droit administratif, fiscal, économique, du travail etc., en français pour la Moldavie, en français, allemand ou anglais pour l'Ukraine, je pourrais les transmettre à des gens connus et sérieux de divers ministères et je peux vous garantir non seulement qu'il seront appréciés, utilisés et conservés avec soin, mais encore qu'on en sera très reconnaissant à la Suisse.

Anne Bauty

Anne Bauty

Annexe